



HAL
open science

Culture, diplomatie et relations internationales : trois stratégies pour occidentaliser la fédération yougoslave (1945-1960)

Felipe Hernandez

► To cite this version:

Felipe Hernandez. Culture, diplomatie et relations internationales : trois stratégies pour occidentaliser la fédération yougoslave (1945-1960). 2017. hal-01665018v1

HAL Id: hal-01665018

<https://hal.science/hal-01665018v1>

Preprint submitted on 15 Dec 2017 (v1), last revised 22 May 2020 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CULTURE, DIPLOMATIE ET RELATIONS INTERNATIONALES : TROIS STRATÉGIES POUR OCCIDENTALISER LA FÉDÉRATION YOUGOSLAVE (1945-1960)¹

Felipe Hernandez Gonzalez

Deux événements offrent au Parti communiste yougoslave (PCY) une position dominante pendant la Seconde Guerre mondiale. Le premier est lié au support militaire et logistique inconditionnel des Alliés à Tito après la conférence de Téhéran, le 28 novembre 1943. Le deuxième est la marche de l'Armée rouge dans les rues de Belgrade, le 20 octobre 1944. Ces deux événements permettent au PCY de se présenter en tant que force libératrice du pays. Grâce au soutien international, il s'impose comme le mouvement vainqueur grâce auquel la libération et la réunification des Slaves du Sud, pour la deuxième fois, s'avèrent possibles.

La fin de la Seconde Guerre mondiale permet la création de la Fédération yougoslave et apporte une période de stabilité dans les Balkans occidentaux. Les dirigeants des puissances occidentales, en particulier le couple anglo-saxon représenté par l'Angleterre et les États-Unis, estimaient que le projet politique du Parti Communiste yougoslave était plus moderne et avant-gardiste que celui des mouvements nationalistes balkaniques. En effet, à partir de la rupture diplomatique entre Moscou et Belgrade en 1948, le soutien de l'Occident à la Yougoslavie de Tito est une stratégie nécessaire afin de sécuriser les Balkans. Washington, Londres et Paris décident de faire de la Yougoslavie titiste un élément essentiel de la guerre froide dans le but de maintenir la stabilité régionale au sud de l'Europe et de contenir l'expansion de l'URSS vers la Méditerranée.

Ces trois puissances se sont engagées à défendre une Fédération yougoslave indépendante. Même, parfois, en fermant les yeux face à la manière dont le Parti communiste yougoslave s'installait au pouvoir. À partir de 1948, l'Occident se décide à soutenir la Yougoslavie, sous condition que celle-ci reste en dehors du contrôle soviétique. L'Occident veut renforcer « la stratégie de la défense périphérique » et donner plus d'importance à la présence de l'OTAN dans le monde. L'alliance militaire la plus importante dans l'histoire du XXe siècle. Les dirigeants étatsuniens et anglais savent que le conflit entre Tito et Staline ainsi que sa durée dépendront de

¹ Communication présentée lors du séminaire : « Pouvoirs et représentations dans le Sud-Est européen », EHESS, Paris, 2012, dirigé par le Pr. Boško I. Bojović.

leur appui économique et politique. C'est pour cette raison que leur aide se base en grande partie sur des raisons de sécurité régionale².

En dépit du faible soutien militaire de la France à la Yougoslavie, en comparaison à celui offert par ses homologues anglo-saxons, l'Hexagone devient une plateforme de la diplomatie yougoslave et un terrain pour la formation des élites politiques et intellectuelles de la Fédération. Le lien entre Paris et Belgrade peut donc se retracer par une coopération scientifique et culturelle. Afin d'expliquer les spécificités de la Yougoslavie fédérale sur le terrain international, de nombreuses et importantes recherches mettent l'accent sur le rôle de Tito dans le mouvement des pays non-alignés³. Pourtant, elles n'accordent pas beaucoup d'importance au fait que Tito a su profiter de la bipolarité de la guerre froide pour exporter la culture et les intellectuels officiels du régime. Cela était une stratégie claire pour gagner des adeptes dans les cercles intellectuels à l'étranger et se positionner comme la « troisième voie » de la Guerre froide.

Graduellement après 1948, la France devient le pays par excellence pour le réseau politique et intellectuel yougoslave qui cherchait à rendre public les succès de la société yougoslave et de son gouvernement. Pendant plus de trente ans, Tito a construit des relations culturelles et diplomatiques avec Paris afin de moderniser ses structures politiques et de faire connaître son intelligentsia culturelle. Face à ses homologues anglo-saxons, la France a compensé son faible soutien économique et militaire en se positionnant comme le principal centre diplomatique et culturel de la Yougoslavie fédérale. Malgré la réticence des élites politiques de la France concernant le gouvernement de Tito, les Yougoslaves ne cessent de s'informer sur sa politique intérieure et internationale. Ils estiment que la place de Paris dans la restauration de l'Europe d'après-guerre peut contribuer à l'indépendance de la Fédération.

² Entre 1949 et 1953 l'aide militaire fournie par le couple anglo-saxon atteint les 15 milliards d'euros. Voir : Pedrag Simić, *Tito i NATO : uspon i pad gruge Jugoslavije* (Tito et l'OTAN : l'ascension et la chute de la deuxième Yougoslavie), Novosti, Belgrade, 2008, p. 75.

³ Voir : D. Bogetić, « Članstvo Jugoslavije u Balkanskom savezu i NATO pakt » (L'adhésion de la Yougoslavie à l'Alliance des Balkans et de l'OTAN), *Istorija XX veka*, Nos. 1-2, 1991, pp. 65-89 ; L. Mates, *Počelo je u Beogradu : 20 godina nesvrstanosti* (Tout a commencé à Belgrade. 20 ans de non-alignement), Književne novine, Zagreb, 1982, pp. 46-53 ; T. Jakovina, *Treća strana Hladnog rata* (La troisième voie de la guerre froide), Fraktura, Croatie, 2011 ; L. Dimić, « Titovo putovanje u Indiju i Burmu 1954 – 1955. Prilog za istoriju hladnog rata » (Les voyages de Tito en Inde et en Birmanie entre 1954 et 1955), *Tokovi istorije*, 3 – 4, 2004

La première génération de diplomates français en Yougoslavie a analysé la façon dont le socialisme titiste s'institutionnalisait dans le pays. C'est grâce à ces fonctionnaires que la Direction générale du Quai d'Orsay a mesuré l'impact du système politique sur la société et a connu les conséquences internes de la lutte contre les *kominformistes*, l'opposition politique et le virage idéologique des hauts membres du Parti vers le projet de l'autogestion et du non-alignement. Robert Schumann, ministre des Affaires étrangères (1948-1952), était informé de la première phase du développement de la Yougoslavie par ses deux diplomates Jean Payart et Philippe Baudet. Ce dernier a porté un regard très critique sur l'institutionnalisation du régime titiste. Dans ses dépêches, il n'a pas négligé le discours des socialistes yougoslaves, de plus en plus orienté vers des points communs avec les pays occidentaux. Cela démontrait que la hiérarchie du Parti était plus ouverte à entamer un accord avec le monde occidental que de compromettre le projet titiste à cause des règles du communisme international.

En août 1945, Jean Payart est nommé ambassadeur à Belgrade. C'est une période marquée par une instabilité politique due à la lutte du Parti communiste yougoslave pour la conquête du pouvoir absolu. Tito voulait rétablir la coopération internationale avec Paris, particulièrement dans le domaine politique, culturel et économique. Il cherchait à faire en sorte que les experts français contribuent à la construction du pays. « Les relations entre la France et la Yougoslavie ne sont pas réduites au cadre inter-gouvernemental et les Partis communistes français et yougoslaves multiplient également les contacts. Certes, les discours prononcés par Marcel Cachin⁴, en visite en Yougoslavie en 1946, diffèrent de ceux du gouvernement français. Cependant, l'impact peut être favorable au développement des bonnes relations entre les deux pays »⁵.

Les documents diplomatiques du Quai d'Orsay décrivent l'importance de combler le vide dans le domaine des relations internationales entre la France et la Yougoslavie.

Je n'ai pas besoin de souligner à nouveau l'intérêt de l'envoi dans les pays insuffisamment développés d'experts français qui, en démontrant par l'expérience la valeur de nos techniques et le succès de nos méthodes, peuvent contribuer dans une large mesure à accroître notre influence sur le plan moral et culturel, à favoriser la conclusion de contrats d'équipements avec notre pays et à développer nos

⁴ Membre du Bureau politique du PCF ainsi que directeur du journal « L'Humanité ».

⁵ Ch. Derville, *La politique extérieure yougoslave vue à travers les archives du Quai d'Orsay (1947-1949)*, mémoire de maîtrise, Paris I Sorbonne, Paris, 1985, p. 28.

exportations. Les premiers résultats obtenus dans le cadre du programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, qui fonctionne depuis l'été 1950, sont encourageants et montrent, tant en ce qui concerne les demandes d'experts que les envois en France de boursiers, l'intérêt que les pays sous-développés attachent à recevoir les enseignements des techniciens français. Il n'est pas douteux, à en juger par les demandes, formulées par l'intermédiaire des Nations-Unies et des institutions spécialisées ainsi que par celles qui nous sont adressées directement, que nos experts rivalisent heureusement avec leurs concurrents anglo-saxons, dans la plupart des domaines intéressants les pays sous-développés et qu'en outre ceux-ci soucieux de leur indépendance économique attachent du prix à ne pas se mettre exclusivement entre les mains d'experts anglo-saxons. Il existe par conséquent un problème de "placement" des experts français, dont le gouvernement doit se préoccuper, de même que, sur le plan culturel, il favorise de longue date l'envoi de professeurs français à l'étranger⁶.

Avant les années soixante, la coopération technique, scientifique et culturelle entre Paris et Belgrade avait rendu possible plusieurs accords de coopération. Cependant, les relations diplomatiques entre les deux pays étaient marquées par un sentiment de méfiance. Ce sentiment est à l'origine de la prudence affichée par l'administration du Quai d'Orsay concernant le soutien économique au régime titiste. Ce contexte permet à l'Italie et à l'Allemagne d'exercer une certaine influence dans la formation intellectuelle, scientifique et économique des nouvelles élites du PCY. L'opinion méfiante de la France sur le socialisme yougoslave concorde avec le scepticisme qui se dégage de la communauté des pays atlantiques sur les relations yougo-soviétiques.

À partir des années cinquante, les premiers accords d'assistance technique et de formation s'établissent entre la Yougoslavie, la France, l'Angleterre et les États-Unis. Ces trois pays sont les centres internationaux de la formation académique de la nouvelle intelligentsia yougoslave. Ils étaient soutenus par des institutions internationales : l'ONU ouvre un bureau à Belgrade afin de gérer les échanges d'experts internationaux et Yougoslaves dans les domaines scientifiques. C'est

⁶ Centre d'Archives Diplomatiques de Nantes, Centre d'Archives Diplomatiques de Nantes, Belgrade, série B, carton 82., *Direction des affaires économiques et financières et secrétariat des conférences*, 15 février 1951.

l'un des premiers investissements de l'Occident d'une valeur de 20 millions de dollars, dont 60 % du montant est apporté par les États-Unis, 10 % par l'Angleterre, et 6 % par la France. L'aide économique et l'assistance technique sont organisées par l'ONU et ses agences spécialisées, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. L'envoi d'experts anglo-saxons en Yougoslavie a été dans un premier temps organisé par l'ONU. Peu à peu Paris, Washington et Londres mettent sur pied des programmes bilatéraux avec Belgrade. La France cherche à s'affranchir de ce cadre où ses modestes contributions la désavantagent face aux anglo-saxons dont l'influence est importante. L'aide économique est une opération d'ordre politique parfaitement avouable et justifiée qui se place dans le cadre d'un effort de coopération occidentale. Son but est d'aider la Yougoslavie à maintenir une stabilité économique et politique.

Parmi ces trois puissances internationales, la France s'intéresse particulièrement à établir un rapport culturel avec Belgrade et, également, à ouvrir des espaces de formation intellectuelle dans les plus prestigieuses institutions d'éducation du pays. En ce qui concerne les pays anglophones, ils mettent l'accent notamment sur le développement de la technologie industrielle, agroalimentaire et militaire. Le soutien français est déterminé par l'intérêt du Quai d'Orsay d'exporter la francophonie, de garder les anciens liens artistiques avec l'Europe de l'Est et de pénétrer les nouveaux milieux intellectuels du monde entier.

La diplomatie française à Belgrade suggère à la direction du Quai D'Orsay d'établir des relations plus étroites entre les deux pays. La sphère culturelle doit être prioritaire dans leurs rapports réciproques. C'est l'action culturelle que les diplomates envisagent de mettre en marche, particulièrement, dans le domaine littéraire et universitaire, après la prédominance des domaines techniques et scientifiques. Il convient de noter que les relations scientifiques entre Paris et Belgrade étaient basées sur des échanges techniques. La Yougoslavie demandait des spécialistes dans des domaines techniques. Ceci n'était pas surprenant compte tenu du fait que la Yougoslavie avait entrepris un vaste programme de reconstruction après 1945. L'accent était mis sur l'industrie lourde et certains domaines de pointe comme l'énergie et l'aide militaire.

La coopération strictement culturelle entre Paris et Belgrade se concrétise grâce à la visite en Yougoslavie d'importants intellectuels français. Parmi eux, le critique littéraire Gaëtan Picon, le philosophe et sémiologue Roland Barthes, l'écrivain Serge Groussard, le poète Max-Pol Fouchet et les philosophes Gaston Bachelard et Jean Hyppolite. Les intellectuels qui ont soutenu publiquement la Yougoslavie de Tito étaient des figures très représentatives de la scène

intellectuelle française. Leurs idées et positions furent publiées par le journaliste Ilija Bojović qui les a rencontrés à Paris en 1968. La publication de ses discussions montre bien qu'il s'agissait d'une fraction de la gauche antisoviétique, contrairement au PCF et à la plupart de la gauche en France. De cette ligne, il y a trois noms clés à retenir : Leo Hamont, Président de « l'Association France-Yougoslavie » ; Jean Cassou, critique d'art et essayiste et Jean-Marie Domenach, directeur de la revue « L'Esprit ». Ce dernier publie plusieurs travaux sur la Yougoslavie avant de s'impliquer dans l'affaire Edvard Kocbek⁷.

Dans l'objectif de consolider la pensée socialiste dans l'ensemble de la culture et d'accroître son importance dans le monde scientifique, les cercles intellectuels yougoslaves cherchent à s'entourer de grandes figures de la gauche européenne. Tito et son équipe culturelle savaient, qu'en dehors de la Yougoslavie, d'importants hommes de lettres s'intéressaient à la politique d'ouverture internationale de la Fédération. Il était donc impératif de soutenir la promotion de la culture socialiste à l'étranger, c'était une manière de vendre les réussites socio-politiques yougoslaves à travers la culture. De ce fait, à partir de 1953, les relations culturelles entre Belgrade et Paris sont nourries par Louis Guilloux, écrivain, André Vaillant, professeur au Collège de France, René Louis, professeur de littérature française médiévale à Caen, Paul Vialar, poète et Président de la société des gens de lettres, Marcel Girard, directeur des études supérieures à l'Institut français du Royaume-Uni et Maurice René Fréchet, professeur à la faculté des sciences à la Sorbonne.

Les intellectuels officiels yougoslaves sont conscients que la pyramide socialiste doit s'appuyer sur des gens formés à l'étranger, principalement en Occident. Cela représente la possibilité d'affronter le complexe défi de maintenir les Républiques sous le modèle titiste. Tito, qui avait déjà reçu à la fin des années cinquante, par ses diplomates aux États-Unis, des renseignements très précis sur le développement de la guerre froide, constate que l'État yougoslave doit former de nouveaux cadres pour négocier sa stabilité avec les puissances étrangères. Considéré par l'historiographie communiste comme une décision politique, le rapprochement à l'Occident est en grande partie une stratégie d'avancement internationale. En ce sens, former la nouvelle intelligentsia culturelle en France signifie gagner un espace de visibilité mondiale, et aussi montrer au communisme international soviétique que le projet du LCY a un avenir.

⁷ I. Bojović, *1968 : archéologie d'une pensée*, Valsainte-Paideia, Suisse - Belgrade, 2008, 232 p. La version originale est publiée en serbe : I. Bojović, *Razgovori na francuskoj levici. Pariz 1967 – 1968* (Conversations sur la gauche française), Fontes, 2005, 339 p.

Le projet de coopération culturelle entre Paris et Belgrade s'est mis en marche graduellement par la présence des Associations socialistes à l'étranger. Il s'agissait des associations créées afin de rassembler les émigrants yougoslaves demeurant dans d'autres pays. Ces associations, contrôlées par la diplomatie yougoslave et par le Ministère de l'intérieur français, avaient l'objectif de divulguer les réussites de la politique titiste en termes économiques, sociales et idéologiques. En France, les Associations yougoslaves étaient des centres auxquels le gouvernement de Belgrade accordait une attention particulière car elles servaient, également, comme centres de renseignement concernant l'émigration politique. Les responsables de la sécurité interne yougoslave savaient qu'une partie de l'opposition politique s'était installée en France après la capitulation de la première Yougoslavie. En décembre 1951, le chef de la police Aleksandar Ranković encourage les exilés yougoslaves, exception faite pour les « criminels de guerre » et pour quelques « indésirables » à rentrer dans le territoire. Cet encouragement est accompagné par la prise en charge des frais de rapatriement par le gouvernement et par la promesse d'un logement et d'un emploi.

À Belgrade, la diplomatie française des années cinquante a observé que les efforts déployés, par les représentations diplomatiques yougoslaves à l'étranger, étaient loin d'avoir atteint leur objectif concernant l'émigration. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai 1952, seulement 330 émigrés avaient accepté de regagner la Yougoslavie. L'agence *Yugopress* souligne que parmi 50 000 émigrés, seulement 1 133 avaient répondu à l'appel de Ranković en 1951. La plupart d'entre eux se trouvent en Autriche (394), en Allemagne (150), en Grèce (148), en Italie (134) et à Trieste (131). Pour la diplomatie française, il s'agissait, en majorité, des Slovènes (394) et des Serbes (250)⁸.

La politique de l'émigration se centre sur le fait que l'État cherche à interrompre toutes connexions possibles avec l'opposition⁹. Les émigrés politiques, considérés comme « criminels de guerre », sont interdits d'intégrer les institutions yougoslaves. En revanche, le gouvernement se réserve la possibilité de faire exception à la règle, en évaluant les situations cas par cas. Dans le cadre de ces dispositions générales, des exceptions particulières étaient prévues dans les années

⁸ Ambassadeur Philippe Baudet, MAE, Belgrade, Série B, carton 24, *Les pouvoirs publics yougoslaves et l'émigration*, [Dépêche], 31 janvier 1953.

⁹ Centre d'Archives Diplomatiques de Nantes, Belgrade, Ambassade, série B, Carton 79PO/111, *Rapport d'activité pour l'année 1972*, 1972. Office national d'émigration. Mission pour la Yougoslavie.

cinquante, pour les candidats à l'émigration, employés en qualité de « spécialistes hautement qualifiés » dans le développement du projet socialiste. Ils ne seront pas autorisés à quitter le territoire yougoslave.

Dans le but de consolider les échanges culturels avec Belgrade, la Direction des relations culturelles française a administré des bourses universitaires délivrées principalement à l'apprentissage du français et à l'étude des sciences sociales. En 1952, la présence culturelle du gouvernement français à Belgrade a attribué aux environs 200 bourses. Pourtant, la décision de cette attribution ne provenait pas de Paris mais du bureau culturel yougoslave. Les demandes étaient formulées par les républiques fédérées et centralisées par le Conseil fédéral pour la science et la culture.

Dans les échanges culturels de la Yougoslavie avec d'autres pays, l'année 1955 a marqué le retour, avec éclat, des pays de l'est européen. Dès l'époque du voyage à Belgrade de Nikolai Boulganine et Khrouchtchev, l'URSS déployait des efforts remarquables pour reprendre pied dans un pays où son art, tant au niveau du théâtre que de la musique, n'avait cessé d'exercer son emprise. Elle commença par imposer une tournée de ballets folkloriques bien que ce genre de spectacles n'eût guère été désiré par les Yougoslaves, justement conscients de la valeur de leurs propres réalisations dans ce domaine. La venue du « Théâtre d'Art » et « du Théâtre de marionnettes » annoncée pour 1956 est annoncée, un grand succès était prévu.

Il était certain que la France, pour de nombreux pays, restait le pays le plus représentatif de la culture occidentale, dont l'attrance était toujours considérable vue de l'autre côté du rideau de fer. L'Allemagne n'attirait personne des pays satellites. L'Angleterre et les États-Unis restaient des pays étrangers à une certaine culture européenne au sens très large du terme. C'était donc finalement la France qui incarnait pour les pays des démocraties populaires l'idée de pays de la liberté. Cette notion était particulièrement importante en Roumanie. La diplomatie française estimait que Paris devait satisfaire, dans la mesure du possible, les pays de la sphère communiste qui voulaient acquérir tout ce qui venait de l'Occident par l'envoi massif de livres, de disques et par l'organisation de tournées théâtrales¹⁰.

¹⁰ AFAA – Service des échanges artistiques, *Premier plan quinquennal des relations culturelles 1958-1963*. Archives diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères (La Courneuve).

La compréhension de la politique intérieure et extérieure de Belgrade remplace progressivement la méfiance de l'Hexagone concernant le gouvernement titiste. Construire une relation différente avec la Yougoslavie devient une affaire qui gagne de plus en plus d'ampleur parmi les diplomates français. En 1957, un rapport sur la présence de la France dans la formation des élites yougoslaves établit qu'entre le printemps 1946 et l'automne 1957, uniquement quarante visites qui relèvent du domaine de la culture, de l'assistance technique et de la formation intellectuelle ont été organisées entre les deux pays. Pour le Quai d'Orsay, ces échanges montrent que la politique culturelle est maintenue par des liaisons très fines et, par conséquent, elle doit être affermie.

Le 27 juillet 1957, un « accord de coopération économique et d'assistance technique » est conclu entre le gouvernement fédéral et la France. Il permet à un grand nombre d'experts français de séjourner en Yougoslavie avec le but de former la nomenklatura scientifique. Les documents diplomatiques français mentionnent que Belgrade envisage d'inviter des spécialistes étrangers de domaines d'application scientifique, ainsi que des personnalités culturelles. Le gouvernement socialiste travaille en collaboration étroite avec les associations établies en France et reconnues par le gouvernement. De la même manière, quelques membres, très bien choisis, de l'intelligentsia culturelle et technique partent en France, la plupart avec d'importants financements, pour effectuer des séjours dans les plus importantes institutions françaises. Cela contribue à intensifier les relations diplomatiques entre les démocraties européennes et le socialisme autogestionnaire.

En 1958, une augmentation des voies de communication culturelle et un financement de la politique culturelle à l'étranger se manifestent prioritairement pour le théâtre, les arts plastiques, et la musique. C'est un projet international que la diplomatie française veut également offrir au gouvernement de Belgrade car il représente un faible pourcentage dans les statistiques de répartition géographique de Paris. Dans cette période, en Europe de l'Est, les pays qui bénéficient de ce contexte sont principalement la Pologne, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie.

Concernant les rapports politico-culturels entre Paris et Belgrade, la diplomatie française a attiré l'attention sur deux aspects importants au moment de renforcer les liens culturels avec la Yougoslavie. Le premier aspect mettait les négociateurs français en garde contre le « danger de trahison » à l'égard des amis traditionnels de la France. Les gouvernements français depuis le Président Charles De Gaulle jusqu'à la présidence de Georges Pompidou n'ont pas envisagé d'attribuer une aide financière importante à Belgrade, malgré plusieurs tentatives de la diplomatie

française en Yougoslavie pour renforcer la présence de Paris dans la Fédération par le biais de la culture et de l'aide économique.

Le deuxième aspect était celui soulevé par une école de la diplomatie française réticente à établir des rapports fluides avec le gouvernement de Tito. Elle soutenait que les relations culturelles entre Paris et Belgrade pouvaient être contestées par Moscou qui cherchait à dominer sur toute l'Europe de l'Est. L'URSS cherchait à exercer une sorte de monopole sur les relations culturelles entre la France et l'Union soviétique qui, par ailleurs, cherchait à pénétrer le domaine culturel yougoslave afin de reprendre les relations culturelles et diplomatiques rompues depuis 1948. La France n'est pas indifférente à la réapparition de Moscou dans l'espace du Sud-Est européen, au contraire elle cherche à décrypter ses intérêts afin d'adopter une stratégie pour influencer la politique titiste. La diplomatie française en Yougoslavie dispose de renseignements sur les objectifs politiques et internationaux de Khrouchtchev. « Il viserait quelque chose de plus grand que la réconciliation entre les deux États ». L'URSS s'efforce de créer une collaboration étroite avec tous les partis pour ainsi faire rentrer Belgrade dans la locomotive du Kremlin. Pourtant, les Soviétiques savent également que cette tâche ne serait pas assez facile à réaliser, car Paris, Washington et Londres soutiennent pleinement la position indépendante du titisme dans les Balkans et dans le monde.

Après des années de faibles relations entre les deux pays, le Conseil des ministres français accepte de reprendre les rapports diplomatiques avec la Yougoslavie à partir de 1962. De Gaulle n'a jamais approuvé entièrement le régime communiste de Tito, cela à cause de l'exécution du général Draža Mihailović¹¹, il n'était pas non plus très convaincu de l'unification des Croates, des Serbes et des Slovènes sous un même État. Le 1^{er} juillet 1964, le ministre Louis Joxe raconte sa visite en Yougoslavie : « Tito est un héros national, qui aime jouer le professeur d'indépendance nationale ».

¹¹ A. Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Editions de Quarto Gallimard, Paris, 1994, p. 806.

Bibliographie indicative

- Arsić Ivkov Marinko, *Krivična Estetika. Progon intelektualaca u komunističkoj Srbiji (Esthétique pénale, persécution des intellectuels dans la Serbie communiste)* (Belgrade: Centar za unapređenje pravnih studija (CUPS), 2003),
- Josip Grbelja, *Uništeni naraštaj: tragične sudbine novinara NDH. (Détruire une génération – le sort tragique des journalistes du NDH)* (Zagreb: Regoć, 2000), p. 125.
- Lenard J. Cohen, *The socialist pyramid: elites and power in Yugoslavia* (Oakville (Ont.), Canada, 1989
- Ljubodrag, Dimić, « Ideologija i kultura u Jugoslaviji 1945-1955 », Jugoslavija u hladni vojni, (Idéologie et culture en Yougoslavie 1945-1955 + La Yougoslavie dans la Guerre froide), *Inštitut za novejšo za zgovodino*, Ljubljana, 2004.
- Natasa Milicević, *Jugoslovenska vlast i srpsko gradjanstvo 1944-1950 (autorités yougoslaves et citoyenneté serbe 1944-1950)* (Belgrade: Institut za noviju istoriju Srbije
- I. Bojović, *1968: archéologie d'une pensée*, Valsainte-Paideia, Suisse - Belgrade, 2008, 232 p. La version originale est publiée en serbe : I. Bojović, *Razgovori na francuskoj levisi. Pariz 1967 – 1968 (Conversations sur la gauche française)*, Fontes, 2005, 339 p.